

FORUMS MAC MAHON

Contribution aux travaux de la commission sur l'avenir des finances publiques

Introduction

Le Premier ministre a installé le 4 décembre dernier la commission sur l'avenir des finances publiques.

Les Forums Mac Mahon ont rendu publics depuis fin 2019 plusieurs documents sur des sujets dont la commission a à traiter. Aussi ont-ils souhaité partager avec la commission trois convictions fortes issues de ces travaux, renvoyant par des liens hypertextes aux argumentaires associés, disponibles sur le site des Forums Mac Mahon (<https://www.professionsfinancieres.com/forums-mac-mahon>).

Les animateurs des Forums Mac Mahon sont à la disposition de la commission pour toute information complémentaire relative aux propositions et travaux correspondants.

Conviction 1 : en matière de dette publique, la situation de taux d'intérêt très faibles, voire négatifs, ne permet plus de définir un plafond objectif. Dans un tel contexte, une approche comparative permet de fixer des objectifs de niveau et de trajectoire, dans une logique éclairée par la théorie des jeux.

Depuis 1974, le budget de l'Etat a continûment été en déficit. La dette est passée de 20% du PIB à 60% au moment du rapport Pébereau, 100% à la veille de la crise Covid, et près de 120% un an plus tard. Il y a eu des périodes de tension, caractérisées notamment par un écartement des spreads entre les émetteurs en euros, mais les pronostics des Cassandre ont été régulièrement invalidés, la charge de la dette décroissant depuis 1996 en % du PIB. Les économistes sont de plus en plus nombreux à revenir sur leur prévention à l'égard de la dette.

Sans entrer dans ce débat bien connu par les membres de la commission, les membres des Forums Mac Mahon soulignent que si la dette est de moins en moins un boulet, c'est de plus en plus une épée de Damoclès dont la taille est croissante. Ils recommandent dans leur note du 6 novembre 2019 :

Y a-t-il une limite à l'endettement du secteur public dans un contexte de taux très bas, voire négatifs :

(<https://www.professionsfinancieres.com/sites/professionsfinancieres.com/files/Note%20de%20synthese%20-%20Les%20Forums%20Mac%20Mahon%20-%206%20novembre%202019.pdf>)

de s'inspirer de la théorie des jeux : prévoir ce qui va se passer est bien difficile. Peut-être les taux vont-ils rester longtemps très bas, comme on le constate au Japon. Si à l'inverse l'évolution de la situation économique et une remontée des taux d'intérêt mettent en péril les finances publiques de la grande majorité des pays occidentaux, les règles du jeu seront probablement aménagées. Mais si un petit nombre de pays seulement est en difficulté, ceux-ci devront s'ajuster, comme on l'a vu ces dernières années tout particulièrement avec la situation de la Grèce, et dans une moindre mesure de l'Italie. Dès lors, l'objectif devient de ne pas figurer parmi les pays les plus exposés, et de rechercher la sécurité en revenant vers la moyenne. De plus, se mettre sur une trajectoire de rapprochement de la moyenne aura un impact important sur la perception des marchés sur la soutenabilité de la dette publique française, et donc sur les spreads payés sur notre dette.

Parmi les scénarios de retour à l'équilibre des comptes et de réduction progressive de notre dette publique, exprimée à notre sens en % du PIB, nous recommandons donc de faire figurer un scénario de retour du ratio d'endettement public français à la moyenne de la zone euro (ces ratios étaient à la fin du 2^{ème} trimestre 2020 respectivement de 114,1% et de 95,1%, soit 19 points d'écart). En matière de délai associé, un objectif de réduction de l'écart de 0,5% par an nous semble un minimum, et un objectif de 1% par an une ambition difficilement atteignable.

Observons également que pour ce qui concerne la période récente (juin 2019 à juin 2020), l'écart de la France à la moyenne a augmenté de près de 4 points (+8,9 pour la zone euro et +12,8 pour la France).

Conviction 2 : pour réduire les déficits publics et le ratio d'endettement public en France, il y a probablement au moins autant de potentiel dans la hausse de la production des biens et services marchands alimentant le pouvoir de vivre et l'emploi que dans la réduction des dépenses publiques

La dépense publique est tirée par des facteurs plus démographiques qu'économiques : éducation, ordre public, justice, transferts sociaux (dont chômage et retraites). Depuis des décennies se succèdent les efforts de réduction. Mais la réalité résiste. Et les mesures pratiquées depuis 40 ans pour mieux partager le travail n'ont pas fait baisser le niveau de chômage par rapport à nos voisins, qui reste un des plus élevés de la zone euro. Mais ces mesures ont réduit la quantité de travail fournie, mesurée par exemple par le temps de travail total divisé par la population totale : 635 heures en France (de plus, en France, les non-salariés travaillent plus qu'ailleurs, relevant la moyenne nationale), 709 en Espagne et 713 en Italie, 729 en Allemagne, 752 dans l'Union européenne, 830 aux Etats-Unis, 911 au Japon, et 1.048 en Corée.

Il en résulte pour la France une insuffisance de base contributive et une insuffisance de la production de biens et services à se partager pour assurer le pouvoir de vivre. De plus, la productivité élevée du travail en France va de pair avec une pression sur le travail résiduel élevée, rendant le marché du travail productif particulièrement inhospitalier : difficulté pour les jeunes à y entrer, particulièrement pour les non ou peu diplômés, difficulté à y revenir quand on en sort illustrée par de longues périodes de chômage, difficulté à y rester en fin de carrière.

Aussi recommandons-nous parmi les scénarios de retour à l'équilibre des comptes, de faire figurer un scénario incluant la résorption de notre retard de temps consacré à la production de biens et services par rapport à l'Espagne ou l'Italie, ce qui représenterait un rattrapage de 12% environ, avec un impact d'autant plus net que ce rattrapage se concentrerait sur le secteur productif.

Les leviers d'action sont nombreux. Des propositions détaillées figurent notamment dans les deux documents suivants des Forums Mac Mahon :

Ensemble, redéveloppons notre pouvoir de vivre :

<https://www.professionsfinancieres.com/sites/professionsfinancieres.com/files/Ensemble%2C%20redéveloppons%20notre%20pouvoir%20de%20vivre%20V6.pdf>

Ensemble, redéveloppons notre pouvoir de vivre, propositions concrètes :
https://www.professionsfinancieres.com/sites/professionsfinancieres.com/files/Ensemble_red_veloppons_notre_pouvoir_de_vivre_propositions_concr_tes%5B2%5D.pdf

Naturellement, cela prendra du temps. Raison de plus pour s'y engager rapidement, la crise Covid et les travaux de la commission sur l'avenir des finances publiques donnent l'occasion d'engager l'inversion de la tendance.

Conviction 3 : L'enjeu essentiel sera d'emporter l'adhésion

Les membres des Forums Mac Mahon ont constaté que, quelle que soit l'adéquation des mesures proposées, le discours un peu technique, ou moralisateur, ou du fait de sa connotation politique, n'emportait pas l'adhésion d'une large fraction de la population qui pourtant sur le fond leur semble convaincue. Certes, ce ne sera pas l'enthousiasme, mais c'est un arbitrage raisonnable dès l'instant où des efforts suffisants sont parallèlement engagés pour rendre le marché du travail plus inclusif. Tout le mouvement actuel sur le sens du travail, la raison d'être des entreprises, les prises de parole des dirigeants du Medef aux rencontres des Entrepreneurs de France, montrent la maturité croissante. Et du ballon d'essai du Président de la République dans son discours de sortie de crise des gilets jaunes non prononcé le soir de l'incendie de Notre-Dame à ses déclarations plus récentes sur la nécessité de travailler plus pour investir et produire davantage et être plus solidaires en sortie de crise Covid, la pédagogie est engagée.

Aussi le choix des mots qui seront retenus pour communiquer les recommandations de la commission sur l'avenir des finances publiques auront-ils une importance plus grande que les mesures elles-mêmes. Les Forums Mac Mahon proposent dans leurs différentes notes des formulations avec l'idée « qu'elles soient acceptables par les syndicats réformistes ».

Dans une perspective individuellement et collectivement gagnant-gagnant, nous suggérons ici : « pour restaurer notre pouvoir de vivre individuel et collectif, ensemble, produisons et échangeons davantage de biens et services ». Avec comme commentaire : c'est ce qui nous semble la meilleure voie pour assurer l'avenir de nos finances publiques.